

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Noam-ChomskyLe-capitalisme-contre-la-democratie>

Noam ChomskyLe capitalisme contre la démocratie.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : samedi 18 octobre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La liberté de circulation des capitaux et les libertés démocratiques sont en relation inverse, affirme Chomsky. Le « droit de vote » accordé aux investisseurs, qui peuvent désormais faire tomber une économie en retirant leurs capitaux, équivaut à une interdiction de fait des politiques qui pourraient leur nuire. Keynes, qui fut le négociateur Britannique à Bretton Woods, considérait que le plus grand succès de la conférence avait été la possibilité donnée aux états de restreindre la circulation des capitaux. Le temps est sans doute venu de l'entendre à nouveau.

Par Noam Chomsky

[Alternatives Internationales](#). Canada, 15 octobre 2008

[Leer en español](#)

Le déroulement simultané de la campagne présidentielle aux Etats-Unis et de la crise des marchés financiers présente l'une de ces occasions où les systèmes politiques et économiques révèlent clairement leur nature.

Les passions soulevées par cette campagne peuvent ne pas être universellement partagées, mais presque tous ressentent une angoisse lorsqu'un million de familles perdent leur domicile, et tous s'inquiètent des risques qui pèsent sur l'emploi, l'épargne et l'assurance maladie.

Les premières propositions de Bush pour faire face à la crise étaient tellement empreintes d'autoritarisme qu'elles ont dû être rapidement modifiées. En raison des intenses pressions exercées par les lobbyistes, elles ont été reformulées et présentées comme « un net succès pour les plus grands établissements du secteur... Un moyen de se débarrasser de leurs actifs sans être acculés à la faillite ou la fermeture », ainsi que l'a écrit James Rickards, qui avait négocié le compte du gouvernement fédéral le renflouement du fonds d'investissement Long Term Capital Management en 1998. Tout ceci nous rappelle que nous sommes en terrain connu. Les origines immédiates de la crise sont à rechercher dans l'effondrement de la bulle immobilière née sous le mandat d'Alan Greenspan, le gouverneur de la Réserve fédérale. Greenspan avait soutenu l'économie défailante des années Bush en relançant la consommation des ménages à crédit en même temps que par des emprunts à l'étranger. Mais les racines sont plus profondes. Elles tiennent en partie au triomphe de la libéralisation financière au cours des 30 dernières années - qui a libéré autant que possible les marchés de la réglementation gouvernementale.

Ces mesures, comme on pouvait le prévoir, ont conduit à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des revers économiques, qui aujourd'hui menacent de se transformer en la pire crise depuis la Grande Dépression.

Comme c'était également prévisible, les secteurs privilégiés qui ont récolté d'énormes bénéfices de cette libéralisation demandent une intervention massive de l'Etat pour sauver les établissements financiers en faillite.

Cet interventionnisme est une caractéristique récurrente du capitalisme d'Etat, même si son ampleur aujourd'hui est inhabituelle. Une étude réalisée voilà 15 ans par les économistes Winfried Ruigrok et Rob van Tulder, avait montré qu'au moins 20 entreprises présentes dans le classement des « Fortune 100 » n'auraient pas survécu si elles n'avaient pas été sauvées par leurs gouvernements respectifs. Parmi les autres entreprises du classement, nombreuses étaient celles qui s'étaient enrichies en exigeant que leurs gouvernements « socialisent leurs pertes », comme c'est le cas aujourd'hui dans le sauvetage organisé aux frais du contribuable. Ces interventions des gouvernements ont été « la règle plutôt que l'exception au cours des deux derniers siècles », concluaient-ils.

Dans une société fonctionnant démocratiquement, une campagne électorale devrait porter sur ces questions

fondamentales, en recherchant les causes profondes et les remèdes, et en proposant les moyens par lesquels les personnes qui souffrent des conséquences de ces crises pourraient prendre des mesures de contrôle efficaces.

Le marché financier « sous estime le prix du risque » et est « systématiquement inefficace », comme l'ont écrit les économistes John Eatwell et Lance Taylor voilà une décennie, avertissant de l'extrême dangers de la libéralisation de la finance et pointant les coûts substantiels qu'elle avait déjà entraîné. Ils proposaient alors des solutions qui ont été ignorées. L'une des causes de cet état de fait est la non prise en compte des coûts induits pour ceux qui ne participent pas à ces transactions. Ces « externalités » peuvent être énormes. Ignorer le risque systémique conduit à prendre plus de risques que ne le ferait une économie efficace, et ce même en évaluant celui-ci au plus juste.

La tâche des entreprises du secteur financier consiste à prendre des risques et, si elles sont bien gérées, à veiller à ce que les pertes potentielles qu'elles peuvent elles mêmes subir soient couvertes. Le point important tient dans ce « elles-mêmes ». En vertu des règles de l'État capitaliste, il n'incombe pas à ces entreprises de prendre en compte les coûts supportés par autrui - ces « externalités » que représentent le coût d'une survie décente - lorsque leurs pratiques provoquent une crise financière, comme c'est régulièrement le cas.

La libéralisation financière propage ses effets bien au-delà de l'économie. On sait depuis longtemps que c'est aussi une arme puissante contre la démocratie. La libre circulation des capitaux crée ce que certains ont appelé un « parlement virtuel » des investisseurs et des prêteurs, qui suivent de près les décisions prises par les gouvernements et « votent » contre elles lorsqu'elles sont considérées comme irrationnelles. C'est à dire lorsqu'elles bénéficient aux peuples plutôt qu'aux cercles restreints des puissances du secteur privé.

Les investisseurs et les prêteurs peuvent « voter » soit par une fuite des capitaux, soit par des attaques contre les monnaies et autres moyens d'action offerts par la libéralisation financière. C'est une des raisons pour lesquelles le système de Bretton Woods mis en place par les États-Unis et la Grande-Bretagne après la deuxième guerre mondiale avait institué le contrôle des capitaux et la réglementation du cours des devises. [\[1\]](#)

La Grande Dépression puis la guerre avaient donné le jour à de puissants mouvements démocratiques radicaux, allant de la résistance anti-fasciste aux organisations de la classe ouvrière. Les pressions qu'ils exerçaient ont contraint à accepter que soient menées des politiques sociales-démocrates. Le système de Bretton Woods a été conçu en partie pour ouvrir aux gouvernements un espace d'action permettant de répondre à cette volonté populaire - instituant une certaine dose de démocratie.

John Maynard Keynes, qui négociait au nom des Britanniques, considérait que le plus important succès de Bretton Woods était la mise en place du droit pour les gouvernements de restreindre les mouvements de capitaux.

En un fort contraste avec cette période, dans la phase néo-libérale qui a fait suite à l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1970, le Trésor américain considère désormais la libre circulation des capitaux comme un « droit fondamental », à la différence de ces prétendus « droits » qui sont pourtant garantis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : santé, éducation, emploi décent, sécurité et autres droits que les gouvernements Reagan et Bush ont considéré comme autant de « lettres au Père Noël », « absurdes », de simples « mythes ».

A une époque plus lointaine, l'opinion publique ne posait guère de problèmes. Barry Eichengreen en fournit la raison dans son ouvrage classique retraçant l'histoire du système monétaire international. Il explique qu'au 19e siècle, les gouvernements n'étaient pas soumis à l'influence du « suffrage universel masculin, de la montée du syndicalisme et du travail des partis politiques au parlement ». Par conséquent, le lourd tribut imposé par le « parlement virtuel » pouvait être transféré sur l'ensemble de la population.

Mais avec la radicalisation de l'opinion publique durant la période de la Grande Dépression et de la guerre contre le fascisme, ce luxe n'était désormais plus à la portée des puissants et des fortunés. Ainsi, avec les accords de Bretton Woods, les « limites à la mobilité du capital se substituaient aux limites à la démocratie et isolaient des pressions du marché ».

Le corollaire évident de cette affirmation, c'est qu'après le démantèlement du système de l'après-guerre, la démocratie est à nouveau limitée. Il est donc devenu nécessaire de contrôler et de marginaliser d'une certaine façon les citoyens. Ce processus est particulièrement visible dans les sociétés qui sont dirigées comme des entreprises, à l'image des États-Unis. La mise en scène des extravagantes campagnes électorales par les professionnels de la communication en est une illustration.

« La politique est l'ombre portée des grandes entreprises sur la société », a conclu John Dewey, le principal philosophe du 20^e siècle, et elle le restera aussi longtemps que le pouvoir résidera dans les « monde des affaires, mu par le profit privé à travers le contrôle de la banque, de la terre, de l'industrie, renforcé par celui de la presse et autres moyens de publicité et de propagande ».

Les États-Unis ont effectivement un système de parti unique, le parti des entreprises, avec deux tendances, Républicains et Démocrates. Mais il existe cependant des différences entre eux. Dans son étude « Démocratie Inégale : l'économie politique du Nouvel Age Doré », Larry Bartels montre qu'au cours des six dernières décennies le « revenu réel des familles de la classe moyenne a augmenté deux fois plus vite sous les gouvernements Démocrates que sous les républicains, tandis que les revenus réels des familles d'employés pauvres ont augmenté six fois plus vite sous les Démocrates que sous les Républicains ».

Ces différences peuvent être également présentes dans cette nouvelle élection. Les électeurs devraient les examiner, mais sans se faire d'illusions sur les partis politiques, et en ayant conscience du fait que constamment au fil des siècles, les lois progressistes et la protection sociale ont été remportées par les luttes populaires, et non le résultat de cadeaux accordés d'en haut.

Ces luttes connaissent des succès et des revers. Elles doivent être menées tous les jours, pas seulement une fois tous les quatre ans, et avoir toujours pour objectif de créer une société véritablement démocratique, de l'isoler au lieu de travail.

Post-scriptum :

Note :

[1] Les accords de Bretton Woods définissant les règles du système financier mondial ont été négociés sous l'égide de l'ONU en 1944 par les 730 délégués représentant les 44 nations Alliées durant la seconde guerre mondiale. Cette conférence s'est tenue à l'hôtel Mount Washington de Bretton Woods dans le New Hampshire.

Le système de Bretton Woods, qui s'est effondré en 1971, définissait les règles, les institutions et les procédures qui régissaient le système monétaire international, en vertu desquels ont été mis en place la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (qui est aujourd'hui l'une des cinq institutions de la Banque Mondiale) et le Fonds Monétaire International (FMI), qui est entré en vigueur en 1945.

La disposition principale de Bretton Woods faisait obligation à chaque pays d'adopter une politique monétaire maintenant un taux de change fixe de sa monnaie.

Le système s'est effondré lorsque les États-Unis ont suspendu la convertibilité du dollar en or. Cela a créé la situation unique dans laquelle le dollar américain est devenu la « monnaie de réserve » pour les autres pays du système de Bretton Woods.